

Objectif Oman

Janvier 2017



Faits saillants

- Oman recule de 4 rangs dans le classement 2016 de Transparency International à la 64^{ème} place
- Adoption d'un Budget 2017 prudent et globalement réaliste au regard de la situation actuelle
- Bilan de la production pétrolière en 2016 : le seuil historique du million de barils / jour dépassé
- Mines : retour sur la conférence sur les mines et les minerais des 16-18 janvier 2017

CLIMAT DES AFFAIRES

Repli de -4 rangs (à la 64^{ème} place) d'Oman dans le classement 2016 de Transparency International

L'ONG *Transparency International* vient de publier le rapport 2016 sur l'indice de perception de la corruption. Fondé sur des enquêtes de « perception » de la corruption du secteur public, réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires, le rapport place le Danemark et la Nouvelle-Zélande en tête du classement (sur 176 pays) avec un indice de 90/100 (100 correspondant à une absence totale de corruption perçue et 0 à une corruption systématique). Comme en 2015, la France figure au 23^{ème} avec une note de 69/100. Le Sultanat d'Oman enregistre un recul de -4 places par rapport au classement 2015 passant de la 60^{ème} à la 64^{ème} place mondiale avec un indice de 45/100. Au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), Oman figure derrière les Emirats-Arabes-Unis (24^{ème} avec un indice de 66/100), le Qatar (31^{ème}, 61/100) et l'Arabie Saoudite (62^{ème}, 46/100). A l'instar de 90 % des pays de la région, Oman affiche donc une note inférieure à 50, reflet du manque de liberté d'opinion perçue par les milieux d'affaires, d'une transparence comptable insuffisante, du poids des dépenses militaires dans le Budget qui s'accompagnerait d'une forte culture du secret et du rôle jugé trop important des grandes familles qui continueraient de capter, selon les personnes interrogées, l'essentiel des opportunités d'affaires.

Oman gagne 25 places dans le classement 2016 du magazine Forbes sur l'environnement des affaires

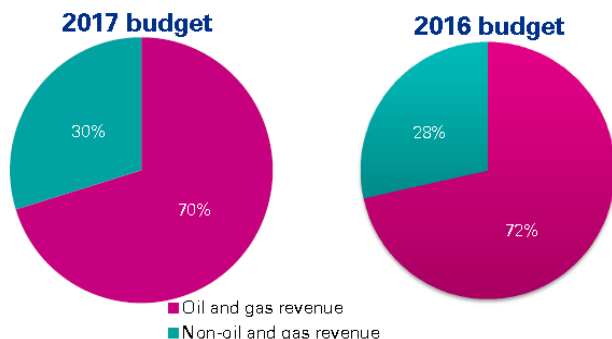
Le magazine *Forbes* a publié son classement 2016 des pays les plus intéressants en matière d'affaires (*best countries for business*). Oman y enregistre un gain de +25 places par rapport à l'édition précédente (2015), se classant au 52^{ème} rang sur 139 pays (77^{ème} en 2015). Appréhendé à travers 11 critères principaux (droits de la propriété, liberté des échanges, fiscalité, corruption, innovation etc.), le classement souligne les progrès récemment enregistrés par le pays en matière de liberté des échanges (51^{ème}), d'innovation (76^{ème}) et de contraintes administratives (29^{ème}). Si le Sultanat bénéficie d'un bon positionnement en matière de fiscalité (12^{ème}) et de défense des droits de la propriété (40^{ème}), il ne figure qu'au 110^{ème} rang s'agissant des libertés individuelles et à la 99^{ème} place en termes de protection de l'investissement. Au sein des pays de la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA), Oman figure au 3^{ème} rang derrière les Emirats-Arabes-Unis (33^{ème} au plan mondial) et le Maroc (51^{ème}). A noter que la Suède occupe le 1^{er} rang devant le Danemark, la France figurant à la 26^{ème} place (+3 par rapport à 2015).

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

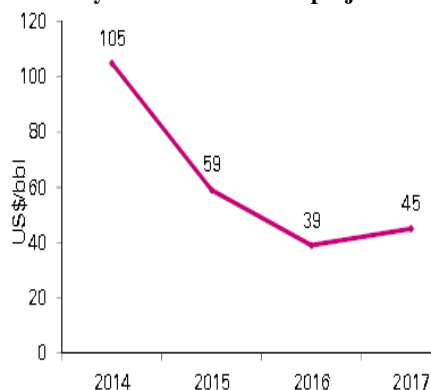
Adoption d'un Budget 2017 globalement prudent et réaliste au regard de la situation économique

Le Budget 2017, adopté début janvier, a été établi sur la base d'hypothèses conservatrices s'agissant du prix projeté du baril de pétrole (45 USD) ou du taux de croissance attendu (2 %). Toujours marqué par la forte dépendance des recettes vis-à-vis du secteur des hydrocarbures (70 % des 8,7 Mds OMR de recettes totales), le Budget 2017 se caractérise par une baisse de -1,7 % des dépenses (11,7 Mds OMR), destinée notamment à rassurer les agences de notation face au risque de détérioration de la soutenabilité des finances publiques alors que le déficit projeté sur l'année s'élèverait à 12 % du PIB, un seuil toujours élevé au regard de la superficie financière du pays. Il fait suite à un déficit de 5,3 Mds OMR en 2016, soit plus de 21 % du PIB. Par voie de conséquence, les intérêts de la dette augmenteraient fortement captant 2 % des dépenses, tout comme le ratio d'endettement public sur PIB (29 % du PIB en 2016 contre moins de 5 % en 2014). Le financement du déficit devrait être prioritairement fondé, à hauteur de 70 %, sur le recours à l'endettement externe afin de limiter le risque d'éviction du secteur privé en matière de financement des investissements. En termes sectoriels, le Budget 2017 reste caractérisé par la part prépondérante des dépenses militaires et de sécurité, qui absorbent 29 % du Budget (3,3 Mds OMR ; 13,4 % du PIB) devant les dépenses consacrées au développement du secteur des hydrocarbures (1,8 Md OMR soit 16 % du Budget). Les dépenses sociales en faveur de l'éducation, de la santé, du logement et des autres services publics comptent pour 23 % du Budget total (2,7 Mds OMR dont 1,6 Md pour l'éducation). Bien que l'effort de réduction de la baisse des dépenses ait pu être plus prononcé, en particulier du point de vue des subventions, maintenues à un niveau stable (395 M OMR, 2 % du Budget), et que des mesures d'amélioration de l'efficacité de la dépense, en particulier du point de vue des salaires, aient pu être adoptées, le Budget 2017 apparaît plutôt équilibré compte tenu des besoins de consolidation budgétaire d'une part, et, de soutien à l'activité, d'autre part.

Comparaison de la composition des recettes budgétaires



Cours moyen du baril et cours projeté 2017



Fitch note pour la 1^{ère} fois le risque de défaut de la dette omanaise en lui attribuant la notation de BBB

L'agence de notation *Fitch* a noté pour la 1^{ère} fois début janvier le risque de défaut sur l'émission d'obligations souveraines d'Oman en devises et en rials, lui attribuant la notation BBB, soit deux crans au-dessus de la catégorie spéculative, assortie d'une perspective stable. Le risque de défaut évalue la capacité du pays à respecter ses engagements financiers et donc à ne pas faire défaut sur le remboursement de la dette. Une dégradation de la note se traduit mécaniquement par une hausse des rendements offerts. Si l'agence souligne la relative faiblesse de la dette publique (en dépit de sa progression rapide) et un revenu par habitant plutôt élevé, elle s'inquiète de la dépendance persistante de l'économie à l'égard du secteur des hydrocarbures et du dérapage des comptes publics induit par la faiblesse des cours du baril. *Fitch*, qui estime le prix d'équilibre budgétaire omanais à 80 USD le baril, reste cependant assez optimiste pour 2017 indiquant qu'une hausse des prix du baril de 10 USD (par rapport à l'hypothèse retenue dans le Budget de 45 USD) rapporterait 5 % de PIB supplémentaire. L'agence estime enfin que l'introduction de la TVA en 2018 rapporterait l'équivalent de 1 % de PIB en recettes supplémentaires. A titre de comparaison, Oman est noté Baa1 (perspective stable) par *Moody's* et BBB-, soit un cran de la perte du statut investissement, par *Standard and Poor's* qui a dégradé en novembre dernier la perspective associée de stable à négative.

Evolution des notes de la dette de long terme d'Oman par les trois grandes agences de notation

	2015	2016	Note actuelle	Tendance	Perspective associée à la dernière note
Standard & Poor's	A-*	BBB-	BBB-	↘	négative
Fitch Ratings	-	-	BBB	=	stable
Moody's	A1	A3	BAA1	↘	stable

*A- en février 2015 et BBB+ à partir de novembre 2015

** Dernière note : mai 2015 pour *Moody's* et novembre 2016 pour *Standard and Poor's*

INFORMATIONS SECTORIELLES

Tourisme : bilan 2015 du tourisme en Oman (rapport annuel du bureau des statistiques)

Le bureau national des statistiques a publié le 18 janvier son rapport annuel sur le secteur du tourisme en Oman. Identifié comme prioritaire par le plan quinquennal 2016-20 et par le programme de diversification économique *Tanfeedh*, le tourisme en 2015 représentait 2,8 % du PIB contre 2,2 % en 2014, affichant une croissance annuelle moyenne de +3,9 %. En dépit d'une conjoncture défavorable, les recettes hôtelières ont progressé de +4,6 % en 2015 passant de 216,9 M OMR à 226,9 M OMR grâce notamment à la bonne performance des hôtels 5 étoiles. Cette progression traduit en large partie le développement continu ces dernières années des infrastructures hôtelières : +35 % entre 2011 (235 hôtels) et 2015 (318), un chiffre amené à croître davantage à l'avenir compte tenu des ambitions affichées par les autorités. Ces dernières entendent en effet voir la contribution du tourisme au PIB atteindre 5 % d'ici à 2020 tout en créant en parallèle 10 000 emplois destinés aux seuls Omanais. En 2015, 29 % seulement des travailleurs dans le tourisme étaient Omanais, la majorité étant composée d'Indiens, de Philippins et de Pakistanais. En 2015, les hôtels en Oman ont accueilli 2,7 M de clients contre 2,4 M en 2014, une progression à relativiser au vu du relatif faible taux d'occupation des chambres (50 %).

Oil & Gas : bilan de la production pétrolière en 2016, le seuil du million de barils / jour dépassé

Alors que la production de pétrole brut s'était élevée à 981 100 b/j en moyenne en 2015, celle-ci a dépassé la barre symbolique du million de barils / jour en 2016 à 1 004 300 b/j. Cette hausse traduit les importants efforts d'investissements technologiques réalisés ces dernières années et maintenus en dépit de la faiblesse des prix du baril depuis la mi-2014. L'an dernier, le cours moyen du baril de pétrole exporté a été ramené à 40,1 USD contre 56,5 USD en moyenne en 2015. Compte tenu des engagements pris par les autorités de réduire de 45 000 b/j la production nationale pour contribuer à l'effort global de diminution de l'offre de pétrole au plan mondial, les volumes de production reviendraient en 2017 sous le seuil du million. Le Budget 2017 a retenu une prévision de 970 000 b/j pour cette année. A noter que les exportations de pétrole brut se sont élevées l'an dernier à 879 000 b/j contre un peu plus de 844 200 b/j en moyenne en 2015.

Pétrochimie : derniers développements autour du projet de complexe pétrochimique de Duqm

La compagnie *Petroleum Development of Oman* (PDO) a signé fin janvier un contrat de 1,2 Md USD avec le groupe japonais *Sumitomo Corporation Middle East* renouvelant pour 5 ans l'accord relatif à la fourniture par la filiale *Sumitomo Tubular Services Oman* de matériels de forage et d'équipements pour le futur centre de stockage de pétrole du port de Duqm. Ce contrat s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à faire de Duqm une plateforme logistique régionale majoritairement dédiée aux activités pétrochimiques. Autour du port de Duqm et d'un terminal pétrolier devraient ainsi être construits un complexe pétrochimique et une raffinerie de 230 000 b/j. Cette dernière devrait être réalisée d'ici à 2020 pour le compte d'*Oman Oil* (OOC) et de *Kuwait Petroleum International*, filiale de *Kuwait Petroleum Corporation* (KPC), en charge à 50/50 de l'opération et de la gestion. La clôture financière doit désormais être finalisée d'ici à la fin du 1^{er} semestre pour un démarrage des travaux prévus pour fin 2017 / début 2018. A noter qu'*Oman Wangfang*, filiale du groupe chinois *China-Arab Wangfang Investment Management Co.*, a annoncé le début des travaux de nivellement du sol pour la construction de la « cité industrielle » qui sera adossée au port de Duqm.

Secteur bancaire : résultats mitigés des principales banques omanaises en 2016

Conséquence des difficultés économiques du Sultanat, le bénéfice net consolidé des quatre principales banques en termes d'actifs a stagné en 2016 (+0,6 %). La 1^{ère} banque en termes d'actifs, *Bank Muscat*, a vu son bénéfice net progresser de +0,6 % seulement à 176,6 M OMR. Alors que *Bank Dhofar* a réalisé un bénéfice net de 47,62 M OMR, en hausse de +1,8 %, *National Bank of Oman* a de son côté enregistré un recul de -7,1 % à 55,8 M OMR. Dans ce panorama assez décevant, *HSBC Oman* s'est distingué avec une hausse de +31,1 % de son résultat net (à 16,9 M OMR), résultat d'une stratégie de croissance agressive illustrée par un net accroissement des crédits accordés (+18,1%) couplée à une réduction de -11,5 % des dépenses courantes. A noter les mauvais résultats de *Bank Sohar* dont le bénéfice net a chuté de -31,1 % à 19,11 M OMR compte tenu d'une forte progression des provisions pour défaut. Ces résultats sont à appréhender à la lumière de l'évaluation du secteur bancaire omanais réalisée fin décembre par *Standard & Poor's (S&P's)*. A l'instar de l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde ou l'Espagne, Oman figure dans le groupe 5 du *Banking Industry Country Risk Assessment (BICRA)* de *S&P's* qui classe les secteurs bancaires de chaque pays entre 1 et 10 suivant le niveau de risque financier perçu (1 pour les pays ayant les secteurs bancaires jugés les plus sûrs, 10 pour les pays dont le secteur bancaire est considéré comme très risqué). En dépit de bons fondamentaux, l'agence s'inquiète de plusieurs faiblesses dont la dépendance persistante de l'économie à l'égard du prix du baril, un taux d'endettement des ménages élevé, le manque de profondeur du système financier et une dépendance trop marquée du financement bancaire vis-à-vis des dépôts du Gouvernement (27,6 % du total). Si *S&P* juge les risques actuels plutôt équilibrés pour le secteur bancaire, il avertit d'une possible hausse du risque de crédit (avec une progression des créances douteuses) et du risque de liquidité qui se matérialiserait par une décélération du nombre de prêts octroyés.

Mines : retour sur le salon sur les mines et les minerais (16-18 janvier 2017)

Le salon *Oman minerals and mining exhibition and conference*, qui s'est tenu du 16 au 18 janvier 2017, a été l'occasion de présenter les perspectives de développement d'un secteur considéré comme prioritaire dans la diversification de l'économie. Ne représentant à ce jour que 0,4 % du PIB et 4 % des exportations, le potentiel de croissance du secteur est jugé particulièrement élevé par les autorités au vu notamment des ressources encore peu exploitées et des perspectives de progression de la demande mondiale en minerais. Bien que les réserves restent à ce jour encore largement méconnues (seuls 10 % des 12 blocs identifiés ont été explorés), le Sultanat d'Oman pourrait en effet bénéficier d'un regain de la demande mondiale en faveur de plusieurs minerais, en particulier le cuivre et le gypse. Le développement du secteur est étroitement lié au projet du chemin de fer minier de 653 km reliant *Thumrait* via les mines de *Shuwaimiah* et *Manji* au port de *Duqm*, qui, à terme, devrait développer plus avant les activités de stockage et d'exportation des minerais. Actuellement, plusieurs projets sont en cours de développement autour de Mascate (*Yanqul* et *Washihi*) mais surtout dans le Dhofar, à *Manji*, à *Shuwaimiah* et à *Thumrait* qui concentre l'essentiel des mines. Le sous-sol du pays compte de nombreuses ressources à la fois métalliques (cuivre, latérite, manganèse) et minérales (calcaire, marbre, dolomite, gypse, silice, argile, charbon...). Les plus abondantes étant les ressources en dolomite, calcaire, cuivre et en gypse (déjà partiellement exploitées). D'après les projections des autorités, Oman pourrait devenir en 2018 le 4^{ème} exportateur de gypse au monde avec 10 M de tonnes exportées en réponse en particulier à la forte demande de l'Inde.

Parc électrique : onze sociétés pré-qualifiées dans le cadre du projet de centrale électrique de Misfah

Onze sociétés ont été pré-qualifiées par *Oman Power and Water Procurement (OPWP)* dans le cadre du projet de centrale électrique de 750 à 850 MW produite suivant un schéma de production indépendante (*Independent Power Producer - IPP*) à partir de gaz naturel dans la région de Misfah. Les sociétés pré-qualifiées sont *Alfanar Consortium* (Arabie Saoudite), *EDF International* (France), *Enel SPA* (Italie), *General Electric* (Etats-Unis), *International Power SA* (Belgique), *Korea Electric Power Corporation*, *MAPNA Consortium* (Iran), *RWE Generation SE* (Allemagne), *Marubeni Corporation*, *Mitsui Corporation*, et *Sojitz Corporation* (Japon). Les résultats définitifs devraient être annoncés fin 2017 pour une entrée en production prévue début 2021. L'appel d'offre porte sur le financement, l'approvisionnement, l'ingénierie, la production et la maintenance de la centrale. D'après l'OPWP, la demande en électricité croît en moyenne de +8 % par an, résultat de la progression démographique et de l'évolution de la production industrielle.

Suivant ce rythme, le parc électrique omanais devrait être capable de fournir 9 529 MW d'ici à 2022 contre 5565 MW actuellement. Deux futurs autres projets, également en IPP (Ibri et Sohar-3) devraient se traduire par l'ajout de 3 240 MW à deux-deux en 2018 (Ibri) et 2019 (Sohar-3).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigées par : Marine Audras et Gilles Bordes

Revues par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>